

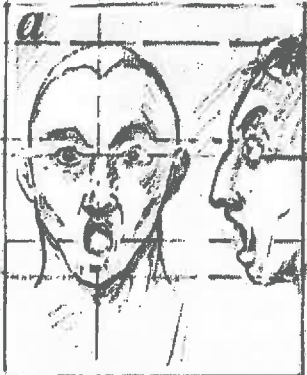
Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
section de l'Association Internationale des Travailleurs

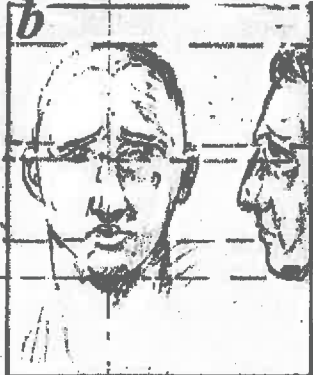
Numéro 49 janvier-février 1998 10 Francs

CHOMEUR

PATRON



Licencié !



déprimé



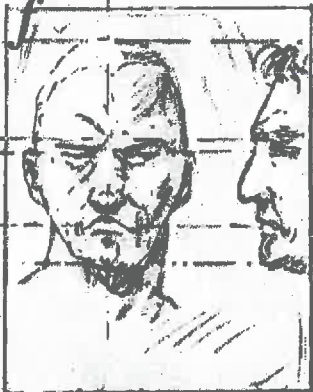
licencieur



satisfait



interrogatif



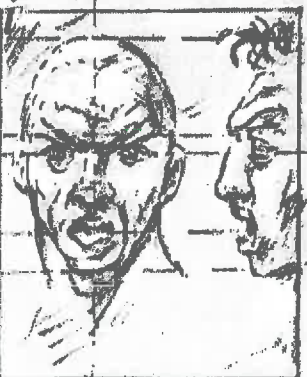
réfléchi



sûr de lui



hypocrite



déchaîné



résolu



dubitatif



affolé !

Association Internationale des Travailleurs:

A.I.T., apartado 4141
18080 Grenade-Espagne
Fax: (958) 28 89 92

Confédération Nationale du Travail:

Le Bureau Confédéral est
l'agent d'exécution et de liaison
de la C.N.T., pour tout contact sur
le plan national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P. 2010
14 019 CAEN CEDEX 6

Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la C.N.T.
Elles regroupent les divers syndicats
d'une zone géographique. Pour tout
contact dans une région s'adresser
au secrétariat de l'U.R. concernée:

U.R. Centre:

C.N.T., B.P. 116
72003 Le Mans Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Aquitaine:

C.N.T., B.P. 511
64010 Pau Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Midi-Pyrénées:

C.N.T., 7 rue St Rémésy
31000 Toulouse
(Secrétariat Régional)

U.R. Méditerranée:

C.N.T., Vieille Bourse
du Travail, 13 rue de
l'académie,
13001 Marseille
(Secrétariat Régional)

U.R. Normandie:

C.N.T., B.P. 2010,
14019 Caen Cedex 6
(Secrétariat Régional)

U.R. Paris & Nord:

C.N.T., Syndicat des PTT
CTA d'Amiens, rue
dejean, 80000 Amiens

Dans l'Est:

C.N.T., C/O C.E.S.L. B.P.121
25014 Besançon Cedex

En Rhône-Alpes:

C.N.T., B.P. 223, 38405
St Martin d'Herès Cedex

VIOLENCES : UNE VITRE VOLE EN ÉCLATS A STRASBOURG.

Quand la violence n'existe pas, les médias la créent. Exemple : avec beaucoup de dignité, la famille Fernandez proteste dans le calme contre l'assassinat de Fabrice dans un commissariat. Elle est **"assaillie par les caméramen et les photographes en quête de violence. Et ils la provoquent: une dizaine de jeunes vont prendre à partie le maire de Lyon"** (*1).

Et quand les médias n'arrivent pas à provoquer la violence, ils l'inventent carrément. Ou, ce qui revient au même, ils montent en épingle l'incident le plus mineur. On entend alors sur les ondes nationales des pseudo-informations aussi vides de contenu (mais pas de sens caché) que la suivante : **"A Strasbourg, un bus a été attaqué à coups de pierres. Une vitre a volé en éclats"** (*2). Une vitre cassée. Rien d'autre. Pas la moindre égratignure, pas la moindre traumatisme. Est-ce vraiment une information qui mérite d'être portée à la connaissance d'un pays tout entier ? Ne s'est-il rien passé d'autre en France le 29 décembre qu'une vitre cassée à Strasbourg ? Bien sûr que oui, qu'il s'en est passé des choses, et des bien plus graves. Mais le choix de la vitre cassée de Strasbourg n'est pas dû au hasard. Au delà du ridicule de l'événement rapporté, il est surtout significatif du rôle dévolu aux médias : non pas informer, mais conditionner. Et pour cela, utiliser tous les moyens, la peur la plus bestiale si besoin est.

Qui a peur, en effet, paralyse son intelligence et se trouve psychologiquement prêt à justifier l'injustifiable.

Tout en continuant à agiter le spectre du "toxico" (celui qui vole le sac des vieilles), de l'étranger (celui qui vole le pain des français) et mille autres clichés aussi pervers qu'écoulés, les médias renouvellent le genre en lançant "le jeune de banlieue". Dès qu'un tag fleurit sur une palissade, dès qu'une vitre est cassée, c'est un hymne concerté à la répression qui monte des médias. Et si on échappe à un "intellectuel de gauche" qui vient vous asséner un hautement philosophique **"Qui vole un oeuf vole un boeuf"** (*3), faisant ainsi la preuve de la profondeur et de la nouveauté de sa pensée, on est rattrapé par un reportage (*4) qui exalte les brutalités de la police U.S. et la donne au monde entier pour modèle.



A l'évidence, **"qui vole un oeuf vole un boeuf"** est un proverbe inventé par les voleurs de boeuf. Et **"qui parle d'une vitre cassée ne parle pas de l'essentiel"** est le dicton secret mais préféré des médias. En attirant l'attention sur les pécadilles des autres, les voleurs de boeuf font oublier leurs propres crimes. En mobilisant l'attention du public sur les conséquences plutôt que sur les causes, en la détournant de l'essentiel, les médias font oublier le leur : celui d'être au service exclusif des possédants.

A.R.S.

(*1) "Mariane", du 29 décembre 97 au 4 janvier 98.

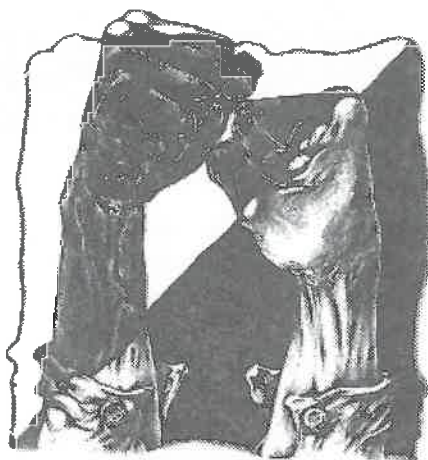
(*2) "France Inter", journal de 13 heures du dimanche 29 décembre 97.

(*3) Déclaration de Jean-Marie ... Bockel, maire de Mulhouse, sur L.C.I. le 1er janvier 98.

(*4) Arté, "Sept et demi", 15 décembre 97.

Vers l'auto-détermination

CHÔMEURS



**SUR LE FRONT
DES LUTTES!**

Depuis deux ans, les occupations de bureaux ASSEDIC ou ANPE ont tendance à se multiplier. Ainsi, l'ANPE de Foix a-t-elle été occupée en novembre 1995. Ceux qui avaient participé à cette action s'étaient d'ailleurs vus expulsés par les C.R.S. avec une violence particulière. Fin 1996, A.C.! (Agir contre le Chômage) et les intermittents du spectacle avaient occupé plusieurs sites des ASSEDIC mais aussi le CNPF. Nous avons, à notre niveau, soutenu ces occupations qui avaient regroupé des centaines de personnes.

En décembre 1997 le paysage revendicatif s'est sensiblement modifié et nous avons assisté à une double évolution. D'un côté, les chômeurs, déçus à juste raison par les syndicats, n'adhèrent plus aux manifestations rituelles : ainsi, le Comité Chômeurs C.G.T. n'a pu réunir le 12 décembre qu'une quinzaine de chômeurs devant la C.A.F. de Toulouse contre près de 2 000 l'an passé lors d'une opération similaire. D'un autre, le processus d'occupations s'est généralisé, preuve que, même insatisfaits des organisations, certains chômeurs n'abandonnent pas la lutte. Au contraire, ils cherchent à

s'organiser directement. Ce chemin est d'autant plus positif que l'occupation des locaux administratifs, qui constitue une démarche évidente pour ceux qui en dépendent, a permis des rencontres entre les principaux intéressés. Les plus motivés des chômeurs, des précaires, des Rmistes ont pu ainsi instaurer un débat sur les formes d'organisation à adopter et sur les revendications.

Du coup, les discours politiques éculés, genre le "droit au travail", "les 35 heures" (les 32 ou les 28) ont cédé le pas à des revendications plus concrètes comme "du fric pour vivre" qui ont l'avantage de faire voler en éclat un certain consensus et d'aller droit au but.

Cette évolution n'a pas échappé à l'Etat ni à ses satellites syndicaux dont des fractions opportunistes avaient créé A.C.! dans le but évident d'anticiper cette situation. Et c'est dans un contexte de rivalité entre appareils syndicaux aigris par le boycott massif des élections prudhomales du 10 décembre 97 que le mouvement des chômeurs à pris des allures de champ de manoeuvres. Il s'agit pour tous ces syndicats sans audience de retrouver une base qui leur donne un peu de crédibilité tout en aidant l'Etat à maîtriser le mouvement des chômeurs. L'objectif commun aux uns et aux autres est d'amener les exploités dans l'impasse des négociations sur des miettes et au cas par cas.

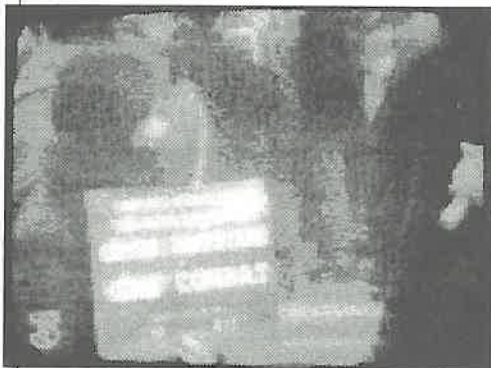
Ce qui sera intéressant, c'est de voir si l'évolution entamée, le passage de plus en plus fréquent d'individus indépendants à l'action et à la réflexion va se poursuivre. C'est

possible, car, au système capitaliste qui nous impose "du fric (un peu) si tu travailles", la revendication "du fric pour vivre" offre une fin de non recevoir que les organisations syndicales comme les organisations politiques sont bien incapables d'assumer. Nous sommes là en effet au noeud d'une contradiction : si les capitalistes ont licencié des millions de travailleurs c'est que la solution la plus rentable pour eux, c'était de ne pas les payer alors même qu'ils produisaient. Les payer correctement à ne rien faire, ce serait probablement faire exploser le système.

Même si elle apparaît simpliste (les habitués du prêt-à-penser diront "démagogique"), la revendication "Du fric pour vivre" renoue avec une tradition révolutionnaire puisqu'elle est dans une certaine mesure la traduction de l'ancienne formule libertaire "De chacun selon ses moyens, A CHACUN SELON SES BESOINS", autrement dit, une revendication allant vers le partage des richesses. Ce faisant, elle remet en cause les fondements du capitalisme que l'Etat, les syndicats officiels et les partis politiques se chargent, même lorsqu'ils affirment le contraire, de défendre. On le voit bien d'ailleurs dans la façon dont ils jouent pour reprendre le mouvement en main, en maniant à la fois la carotte et le bâton, le tout ponctué par les commentaires complices des médias.

Cela n'empêche pas que le début de remise en cause auquel nous avons assisté est prometteur. C'est une prise de conscience. Il faudra passer à une

EN DEHORS DE L'IMPRESSION,
LE C.S. EST RÉDIGÉ ET RÉALISÉ À
TITRE MILITANT PAR DES ADHÉRENTS
DE LA C.N.T., CHÔMEURS OU SALARIÉS
APRÈS LEUR JOURNÉE DE TRAVAIL.



ZAPING

(FRANÇAIS-IMMIGRÉS CHÔMEURS-SALARIÉS
MÊMES PATRONS-MÊME COMBAT)

Sept janvier 1998, journée d'action des chômeurs. Nous sommes une centaine devant le siège des ASSEDIC: La C.G.T. qui plastronne avec son camion, quelques CFDT et ce qui reste d'A.C.! Beaucoup de présents sont des salariés, majoritairement des élus syndicaux présents grâce aux heures syndicales. Peu de chômeurs si ce n'est un bon nombre du Syndicat des chômeurs C.N.T.-A.I.T.

Rideau fermé, délégation C.G.T. à l'intérieur, la "négociation" piétine et dehors, ça commence à s'enervier. C'est clair la majorité des présents ne veut pas accepter. C.G.T. & A.C.! n'ont pas les forces nécessaires. Il leur faudrait l'appui d'autres chômeurs (ceux de la C.N.T.!) ce qui changerait la donnée: perte du leader-ship de la C.G.T., mise en avant de la C.N.T. Inacceptable pour un cadre de la C.G.T.-P.C. qui nous traite de casseurs et provos. Un chômeur appelle alors à occuper le P.S., glaçant d'effroi les "gauches plurielles" présentes... bien qu'hypocritement une partie d'entre eux aimerait bien que la C.N.T. s'en charge, histoire d'être solidaires des alliances électorales tout en escomptant quelques dividendes sur le dos du P.S. De nouveau, un adhérent de la C.N.T. critique le fait que, présentement, les permanents

syndicaux décident pour les chômeurs. Le compagnon se fait traiter de casseur, de fouteur de feu aux banlieues, de fasciste encarté F.N. L'énergumène, veut même frapper le compagnon. Il bouscule un chômeur qui réagit en lui mettant une baffé; ça le calme un peu.

Une militante d'A.C.!, sentant la main-mise de la C.G.T., propose de ne pas attendre le retour de la délégation et d'aller manifester à la DDTE. Le groupe se divise et fond rapidement. Le camion de la C.G.T. amène une cinquantaine de présents pour une ballade en ville suivi benoîtement par quelques C.F.D.T. et les 4/5èmes du groupe sous la banderole A.C.! Nous sommes tous d'accord pour refuser d'occuper le C.C.A.S. (c'est-à-dire le bureau des aides sociales de la ville de Caen), ce qui déplacerait l'enjeu des ASSEDIC, (dont certains aimeraient faire oublier la gestion paritaire par les patrons et les syndicats) sur la ville de Caen faisant le jeu des politiciens contre le maire. Notre objectif n'est pas de cette nature. Beaucoup comprennent que la C.G.T. ne veut étendre le mouvement que pour le contrôler avec la bénédiction du pouvoir.

Nous prenons alors la décision de créer un collectif de lutte des chômeurs, capable d'être large, auto-organisé, porteur d'autres revendications, et décidons dans la foulée d'occuper une ASSEDIC. Ce qui est fait le 8 janvier à 15 heures après neutralisation des vigiles. Le directeur de l'antenne ASSEDIC prend en otage les usagers qui attendaient leur argent en fermant les guichets. Les usagers commencent à protester, couvrant

la voix du directeur. Nous prenons à témoins les personnes présentes que les salariés de l'agence ne sont ni menacés ni molestés, qu'aucune casse n'a lieu. Nous occupons en laissant les guichets et bureaux libres pour ne pas pénaliser les usagers. Nous constatons aussi que le directeur, membre de la C.G.T., se livre à des provocations et pratique les techniques patronales de division et d'opposition des chômeurs et cela quand, ailleurs, la C.G.T. occupe des antennes.

Arrive FR3 qui veut filmer pour le journal. Nous donnons un communiqué appelant à la mobilisation. Des contacts sont pris. Nous sommes à 18 heures une cinquantaine. Dès lors, le rapport de force est intéressant. Dans de nombreuses villes, des occupations sont faites par 10 ou 20 personnes. A Caen, la C.G.T.-A.C.! et tout le reste ne sont pas plus de 20 à occuper le CCAS. Des copains et copines continuent d'arriver. La C.N.T., qui a conservé des forces, popularise l'action.

Finalement, la police viendra nous faire évacuer au même moment qu'à Rennes et dans d'autres villes de la région mais l'occupation faite par la C.G.T. n'est pas virée. Il est vrai que celle-ci ne menace pas la cohésion du gouvernement. Constat à Caen: un pôle chômeurs existe, peut-être capable de faire échapper une lutte de chômeurs à la C.G.T.

Si A.C.! et quelques autres nous avaient rejoints nous aurions localement pu soutenir une occupation plus importante. Que chacun prenne ses responsabilités. Le Comité va continuer à agir.

Donc, affaire à suivre.

Des militants C.N.T.-A.I.T. de Caen.

En février 1997, l'usine de confection SOCOVIL de Villedieu, décide de réorienter sa production vers le marché de la "haute couture" (c'est-à-dire la production d'articles de mode destinés à la haute bourgeoisie). Le caractère **saisonnier** de ces nouveaux marchés, plus juteux, acquis dans des conditions obscures, *oblige* la direction à opérer une adaptation des processus de production afin de répondre à la fluctuation de la demande.

Cela se traduit par une nouvelle organisation du temps de travail sur l'année et donc par une "modification substantielle des contrats de travail" pour les salariés. Concrètement, le temps de travail est **réduit et aménagé** en fonction de la mode et des saisons, des commandes des créateurs et distributeurs.

Les revenus mensuels des ouvrier(e)s d'environ 5000 Francs avant la mise en place du "temps de travail annualisé", ce qui est déjà peu, passera à 4300 francs la première année, 3800 la seconde et ... 2500 francs la troisième : **une misère !**

Vingt-sept salariés refuseront alors cette modification du contrat, imposée par la direction avec la **collaboration du comité d'entreprise et des pouvoirs publics**. Juridiquement, ce refus peut motiver une rupture du contrat de travail et donc un licenciement collectif pour motifs économiques. Ce que la direction ne manque pas d'engager. Les 27 ouvrières entrent alors en conflit avec la direction. Accompagnées d'un syndicat traditionnel, elles assignent la direction en justice et déposent un recours en annulation auprès du tribunal d'Avranches pour irrégularités dans la procédure de licenciement

et absence de **plan social**, c'est-à-dire un ensemble de mesures d'accompagnement, de *réinsertion*, de formation, tendant soit au maintien des salariés dans l'entreprise, soit à faciliter leur reclassement hors de l'entreprise.

Le 12 juin, le Tribunal de grande instance annule les procédures de licenciement, mais la direction maintient son projet. Devant le pourrissement de la situation, rassurées par leur première victoire, les salariées saisissent à nouveau le tribunal afin qu'il **débloque** la situation. Cette confiance aveugle envers la justice bourgeoise aboutira à une défaite.

Le 25 septembre, le juge des référés donne raison à la **direction** en confirmant la validité de la **procédure** de modification substantielle des contrats de travail (qui instaure le temps partiel annualisé), pour motifs économiques, et condamne le syndicat à payer 5 000 francs à la SOCOVIL. La lutte semble alors dans une **impasse**.

Ce résultat était prévisible du fait même des lacunes au niveau de l'organisation, des revendications et des actions, qui traduisent un manque d'expérience et l'absence d'une tradition de **lutte** dont est pourtant riche la **classe ouvrière**.

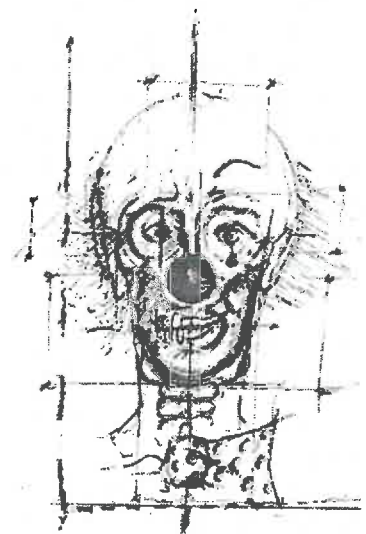
Les salariées ont été courageuses et déterminées mais mal organisées, ce qui a conduit à une mauvaise gestion de leur propre mouvement, à une mauvaise circulation de l'information, à la quasi-impossibilité de prendre des décisions collectives, de réfléchir sur les revendications et d'imaginer des formes d'action plus efficaces que des débrayages. En effet, les revendications étaient mal formulées : le

mouvement débute sur un refus du temps partiel annualisé, alors que les actions en justice semblent réclamer un plan social de licenciement. Une réflexion et une information auprès de la population sur cette nouvelle offensive capitaliste contre les travailleurs qu'est le temps partiel annualisé aurait pu permettre de créer un **soutien populaire concret et actif**.

Le syndicat intercorporatif de la Manche de la C.N.T. a tenté de sensibiliser la population de Villedieu à la lutte des ouvrières de SOCOVIL (distribution massive de tracts sur le marché, affiches dans la zone industrielles, etc ...) en informant de la situation de l'entreprise et des conséquences sociales de la flexibilité.

La **flexibilité** est une notion complexe. Elle est revendiquée par les patrons qui veulent plus de *souplesse*, plus de *liberté* dans le contrat de travail (embauche et licenciements plus faciles : intérim, CDD, CES, CIE, etc ...), dans la rémunération du travail (contrainte de salaire minimum, rémunération au mérite individuel), et dans l'organisation du temps de travail (horaires fixes

Suite en page 6





inadaptées aux besoins de la production, aux demandes des clients). Ceci afin de s'adapter aux fluctuations d'un marché concurrentiel mondialisé dominé par les multinationales.

Ces nouvelles formes d'exploitation capitaliste, visant à rentabiliser au maximum le travail salarié provoque l'éclatement de la classe ouvrière, de sa force collective, de ses capacités de résistance aux attaques de la bourgeoisie.

Face à la dégradation des conditions de travail, de vie, à la casse des acquis sociaux, à la montée de la précarité, de l'insécurité, du chômage, de la misère, de l'individualisme, du corporatisme, du racisme et du fascisme, nous n'avons pas d'autre choix que de créer un rapport de force populaire, démocratique, porteur d'une alternative sociale, égalitaire et libertaire. Travailleurs, précaires, chômeurs, retraités, étudiants, tous doivent s'unir et s'organiser indépendamment des partis politiques et des syndicats réformistes pour prendre leur vie en main et développer leur combativité face à la tyrannie capitaliste et étatique.

Nous, anarcho-syndicalistes de la C.N.T.-A.I.T.

appelons à l'unité les salariés de SOCOVIL pour défendre leurs conditions de travail et résister à la misère grandissante.

C.N.T.-A.I.T. AVRANCHES

P.T.T. : LETTRE OUVERTE D'UN TRAVAILLEUR PRECAIRE AUX CANDIDATS.

Ce n'est pas sans une certaine surprise que je me suis vu adresser vos tracts lors des dernières élections des commissions paritaires. Jusqu'alors, en dix mois de *bons et loyaux services* au sein de La Poste, je n'avais aucunement eu l'occasion de voir à l'oeuvre des représentants de votre syndicat pour améliorer un tant soit peu les conditions de travail auxquelles, en tant que contractuel précaire, comme hélas tant d'autres, je suis soumis. Et soudain, comme par enchantement, j'existe ! ... pour aller voter !

Il est certain qu'une fois élu, la situation changera, aucun doute n'est permis, vous êtes si convainquants ! Non, mais, qu'est-ce que le syndicalisme selon vous ? Une machine électorale ? Ne vous semble-t-il pas quelque peu hypocrite (je dirais

même indécent et malhonnête) de ne vous intéresser aux gens que lors des élections professionnelles ? Le syndicalisme, l'ignoreriez-vous, se pratique au quotidien, sur les lieux de travail, et ne consiste pas, à mon sens, mais sans doute suis-je dans l'erreur la plus totale (en ce cas je vous prierai de bien vouloir excuser ma crasse ignorance), à couvrir les murs d'affiches d'un mètre sur deux "Votez Y" y basta ! Si vos délégués ne se font élire que pour obtenir des avantages et décider avec le patronat comment exploiter au mieux le personnel, il vaut mieux s'abstenir de voter.

Veillez trouver ci-joint quelques tracts énonçant clairement l'inanité de telles élections et leurs méfaits sur une réelle tentative d'amélioration de la défense du personnel. Le boycott des élections professionnelles répond à une volonté d'action logique, afin de stimuler la combativité, favoriser la solidarité interprofessionnelle et nous aider à prendre toutes nos affaires en main.

En espérant ne plus avoir à subir un pareil matraquage électoral à l'avenir, daignez croire, camarades, en la sincérité de mes salutations et convictions anarcho-syndicalistes.

Un militant C.N.T.-A.I.T. de St Nazaire.



A AZZEDINE, AVEC TOI

Azzedine REDOUANI est Algérien. Le 26 août 1991, il rentre légalement en France avec un visa touristique. En Algérie, la guerre contre les civils a débuté. Intégration, citoyenneté sont des valeurs auxquelles il croit, c'est ce qui le fait rester en France et le pousse à déposer une demande d'asile politique en juillet 1994. Au mois d'août 1994, il est arrêté pour défaut d'autorisation de séjour malgré son statut de demandeur d'asile dont il n'a pas la preuve. Il est condamné en comparution immédiate à 6 mois de prison ferme, sa demande d'asile sera rejetée quelques mois plus tard. Malgré tout, il souhaite rester en France, il aime ce pays, ses amis sont ici. Pour survivre, il travaille à la tâche et multiplie les emplois saisonniers en agriculture, bien entendu non déclarés.

En janvier 1995, avec ses amis artistes et l'association St Henry, il est des premiers à investir de son temps et de son énergie pour le projet culturel de "L'Espace MYRIS". Sa motivation, son honnêteté et sa disponibilité le désignent immédiatement comme gardien du lieu. Ses compétences techniques en électricité et construction en font un assistant pour les troupes débutantes de danse et de théâtre. Grâce à lui, le matériel et les décors sont gardés et le pari difficile d'un lieu de création artistique ouvert et gratuit peut prendre forme. Le lieu se structurant, des compagnies et des festivals subventionnés comme le "Cornet à dés" et "Rumeurs d'humour" l'embauchent pour ses compétences. Faute de pouvoir le payer pour son travail, elles subviennent à ses besoins quotidiens et le reconnaissent par la signature de contrats de bénévolat (elles sont prêtes à lui fournir des contrats de travail réguliers dès que sa situation le permettra). Dans le quartier, son activité permanente en fait un membre à part entière de la vie culturelle et associative. Autour de lui, des relations d'amitié et de solidarité se tissent, son intégration est tellement évidente que beaucoup ne se posent même pas la question de son statut. En septembre 97, la circulaire Chevènement lui fait espérer enfin une solution à sa situation. Immédiatement, sans peur et fort de la volonté qu'il a manifesté à vivre ici, il se déclare à la préfetu-

re de la Haute-Garonne. Trois mois plus tard, après un unique entretien d'une demi-heure pour sept ans de vie en France, il reçoit une notification de rejet pour ... "risques de troubles de l'ordre public".

Aujourd'hui, tous ses amis artistes, associations d'espace culturel, de quartier et de ville se mobilisent pour le soutenir. Un recours est déposé. Une pétition que l'on peut se procurer auprès de l'Espace Myris ou du C.D.E.S. et d'autres organismes circule. On peut également adresser au Préfet de la Haute-Garonne une lettre demandant la régularisation d'Azzedine.

LETTRE :

Monsieur le Préfet,

J'ai appris que la demande de régularisation présentée par Monsieur Azzedine Redouani a été rejetée sous prétexte de "risque de trouble de l'ordre public".

Or, plusieurs associations et groupes culturels, qui connaissent M. Redouani depuis des années, portent témoignage qu'il n'en est rien et que, tout au contraire, il est parfaitement intégré.

C'est pourquoi je vous demande de bien vouloir régulariser sa situation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

AGENDA

CHOMAGE : Jeudi 22 janvier, 20 h 30, C.N.T., 7 rue St Remesy, DEBAT : Chômeurs et précaires, unissons-nous et organisons-nous pour un partage équitable des richesses.

SOLIDARITE AVEC AZZEDINE : Vendredi 23 Janvier, de 15 à 21 heures, Espace MYRIS, entrée 47 rue A. KOLL (métro Patte d'Oie) : exposition de peinture et de sculpture, danse, musique acoustique, performances plastiques, jongleurs, spectacle d'humour, vente aux enchères d'oeuvres artistiques.

PROCES : Lundi 26 janvier, 14 heures, Tribunal Correctionnel de Montauban, procès des anati-nucléaires de Golfech.

PALESTINE : Vendredi 6 Février, 20 h 30, C.D.E.S., 7 rue St Rémésy, DEBAT A BATONS ROMPUS : La situation sociale en Palestine, avec un intervenant de l'Association médicale franco-palestinienne.

NUCLEAIRE : Samedi 14 Février à 16 heures, salle Buisson, Maison du peuple de Montauban (rue Michelet), débat public de la C.N.T.

CAHORS : CHOMEURS - PRECAIRES : Vendredi 20 Février, 20 h 30, Bourse du Travail, place Rousseau, débat public C.N.T. : Quel bilan des luttes?

DECAZEVILLE : Une réunion publique de la C.N.T. est prévue en mars à Decazeville. La date n'en est pas arrêtée au moment où nous mettons sous presse. Les lecteurs intéressés peuvent nous contacter dès maintenant.

BLAGNAC : Une réunion publique de la C.N.T. est également prévue dans les prochaines semaines. Les lecteurs intéressés peuvent nous contacter.

Sous couvert de défense de la Santé publique, la politique sanitaire européenne organise la disparition des petits paysans.

1° - Les différents managers de la Société France and Cie, qui se sont succédés au fauteuil directorial depuis les années 80 ont eu pour unique objectif la préparation du grand bond en avant vers la mondialisation de l'économie : pour préparer l'avènement de l'empire planétaire de la marchandise, nos joyeux managers ont procédé à de vastes restructurations (dans différents secteurs) toutes fondées sur le principe supérieur : "la concentration favorisera, la chienlit éliminera".

L'agriculture ne pouvait échapper indéfiniment au commandement N°1 de la nouvelle table. Largement entamée depuis les années 40-50, l'autonomie paysanne (rappelons que les paysans ont vécu de façon quasi autarcique pendant des siècles) a été mise à mal. S'il est vrai que la "nature a horreur du vide", comme le disait fort justement Blaise Pascal, il est indéniable que le capital ne peut tolérer des comportements autonomes.

2° - En deux générations, le paysan est devenu exploitant agricole, puis agro-manager.

Dépossédé de son savoir-faire par une foultitude de spécialistes et de conseillers, perverti dans sa relation à la terre et aux animaux, le paysan a perdu son identité, sa culture et une certaine liberté. Surendetté, hypothéqué jusqu'à la fin de ses jours, il est devenu le salarié à domicile du Crédit Agricole qui peut le mettre sur la paille du jour au lendemain.

Pour échapper ou tenter d'échapper à un système productiviste, à l'intensification et à l'absurde course au profit, génératrice de pollution, une minorité de paysans -de souche ou néo-ruraux- ont essayé de s'aménager un espace de "liberté relative" dans le système agricole dominant.

Plutôt que de vendre leur lait ou leur viande, leurs légumes ou fromages, à des trusts spécialisés (... dans l'exploitation du travail surtout), ces minoritaires ont choisi la vente directe de leurs produits au consommateur. Il ne s'agit pas ici bien sûr d'établir des équations hâtives et hasardeuses (ou des contre-sens) entre vente directe et action directe : il va de soi que tout mode commercial d'échange restera à jamais suspect pour notre projet anarcho-syndicaliste. Cependant, et puisqu'il faut bien vivre, d'aucuns avaient donc choisi de produire, de transformer et de vendre directement, trouvant que "l'autogestion" de leur travail engendrait moins de frustration et d'aliénation qu'un autre mode de vie.

Cette relative marge de manoeuvre, ce frêle espace de liberté dans le système, s'est avéré malgré tout suffisamment gênant pour qu'on cherche à le faire disparaître. La consommation baisse (sept millions de chômeurs et précaires); toute part du marché est donc bonne à prendre : les trusts de l'agro-alimentaire, la grande distribution se sont aperçus qu'une part du marché alimentaire leur échappait parce qu'occupée par les "petits producteurs".

Encombrants économiquement parlant, ces petits producteurs, enclins aux jacqueries sans lendemain, sont aussi des imprévisibles politiquement parlant : leur disparition est programmée depuis les années 70, mais ils mettent beaucoup de mauvaise volonté à s'éclipser discrètement !

Survivants aux diverses lois d'orientation agricole (genre restructuration dans l'industrie), il fallait bien trouver l'argument massue, l'arme qui balayerait définitivement la piétaille de l'agriculture : c'est l'hygiène normative qui devait fournir aux "tenants de la concentration" le moyen imparable pour organiser la sélection :

- pour pouvoir vendre les



produits qu'ils transforment, les petits agriculteurs vont devoir créer des locaux appropriés à la transformation des produits de la ferme;

- ces locaux sont conçus suivant des normes d'hygiène imposées à des modes de production industrielle.

Exemple : un éleveur transforme son lait (de vache, de brebis, de chèvre) en fromage. Il se voit obligé d'améliorer sa fromagerie actuelle et d'ajouter un sas, une salle de travail, une salle d'affinage, une salle d'emballage, une salle de lavage, une salle de vente ... (ambiance bloc opératoire, microphobie à tous les étages).

Le coût de l'opération est évidemment lourd pour un petit agriculteur dont le revenu moyen tourne souvent autour du S.M.I.C.

Nombreux sont ceux qui abandonnent, ne pouvant faire face à l'investissement obligatoire, les autres se réendettent, obligés qu'ils sont pour payer leurs nouvelles charges d'augmenter le troupeau, la production. C'est l'engrenage infernal :

- pour le producteur :

Suite en page C

DISPARITION PROGRAMMÉE

Suite de la page B

charges de travail (souvent déjà très lourdes en agriculture, journées souvent bien au-delà des "conventions syndicales"), charges financières plus ou moins ingérables;

- encombrement de la "filière" suite à une surproduction (pour éponger l'endettement) et, en final, une chute du prix du produit concerné puisque les marchés sont saturés.

Et c'est bien là que l'ON voulait en venir ...

La ruine des uns, en agriculture comme ailleurs, nourrit la prospérité des autres.

Plans sociaux, restructurations industrielles, lois d'orientation agricole (hygiénisme draconien avec les petits producteurs, laxisme avec les trafiquants internationaux de vaches folles et de maïs transgénique). Les logiques de sélection et d'élimination se retrouvent et se ressemblent de façon confondante et contondante.

Il eut fallu organiser une résistance collective, mais las, hélas, entre cogestionnaires repus et satisfaits (F.N.S.E.S.A) et cogestionnaires englués dans l'illusion du réformisme, partisans de l'entrisme (Confédération paysanne) tout azimuth dans les institutions agricoles, les pourfendeurs de gemmes fermiers ne trouvèrent point de résistants farouche sur leur chemin. De résistance passive en traînage de pieds pour certains isolés, il n'y a pas eu d'autre solution que la rédition sans gloire, faute de quoi l'on vous fermerait votre boutique.

Mais n'empêche

Ils sentiront un peu

Nom de Dieu

Que la Commune (air connu).

Un militant du Quercy-Rouergue.

ERRATUM

Chers lecteurs,

Le numéro que vous tenez entre les mains vous parvient avec retard et contient un certain nombre d'imperfections d'où l'existence de cette page "B bis".

En particulier, le texte de la page 3 (CHOMEURS : VERS L'AUTODETERMINATION) a été amputé d'une partie de son dernier paragraphe. Vous trouverez la totalité de ce paragraphe au bas de la présente feuille. De même, le texte de la page B (PAYSANS : DISPARITION PROGRAMMÉE) ne s'achève pas en page C comme cela est indiqué mais dans la colonne ci-contre.

A noter également que les signatures de certains textes ont sauté. Ainsi, "AZZEDINE, AVEC TOF" (page A) a été rédigé par les amis d'Azzedine et "NUCLEAIRE : Ton Haleine Tue" (page C et D) par le Collectif des RÉVOLTÉS (Hameau de Chinchouret, 31160 Arbas).

Après avoir pointé ces erreurs, nous vous devons une explication. Comme vous le savez, notre journal est conçu par des militants dont aucun n'est un professionnel de l'imprimerie. Il se trouve que le matériel très "artisanal" sur lequel nous réalisons jusqu'à présent la frappe et la mise en page nous ayant "lâché", nous avons dû en changer de façon quelque peu précipitée et avoir recours à des logiciels tout à fait différents de ceux dont nous avons l'habitude. D'où des tâtonnements et des erreurs de montage dans la mise en page. Vous savez maintenant tout.

Quelques mots pour finir : bien que la réalisation militante diminue considérablement les coûts de réalisation, ce journal ne vit que par les ventes et les abonnements. Nous ne recevons (ni ne sollicitons d'ailleurs) aucune subvention. Hors, certains coûts (en particulier les frais de poste) ne cessent d'augmenter. C'est pourquoi nous lançons un appel à tous les abonnés en retard pour qu'ils se mettent à jour. Pour savoir où l'on en est c'est très simple : sur la bande d'expédition, en bas à droite, figure un N°. Si ce N° est inférieur au N° du journal (49), vous n'êtes plus à jour. Pensez à vous réabonner !

La rédaction de "La Lettre du CDES", réseau "LE COMBAT SYNDICALISTE"

Vers l'auto-détermination

CHÔMEURS

Suite de la page 3



Cela n'empêche pas que le début de remise en cause auquel nous avons assisté est prometteur. C'est une prise de conscience. Il faudra passer à une prise de confiance pour que les chômeurs, les précaires, les Rmistes s'appuient sur leurs propres capacités d'organisation et de lutte.

Un militant de Toulouse.

Il y a les salariés exploités, les chômeurs, les sans-papiers. Il y a aussi ceux qui ont trouvé une solution pour survivre légalement en France : se faire inscrire comme étudiants pour avoir ainsi un permis de séjour ... alors que, dans son pays d'origine -qui bien sûr n'est pas européen- on avait fait ses études et on travaillait, on vivait en famille, avec ou pas des enfants scolarisés. Alors, bien sûr, on a son permis pour le temps de l'année universitaire, et à la Sécurité sociale on vous octroie avec une réflexion désobligeante votre carte d'assuré sociale jusqu'à la date précise de votre permis de séjour (moins d'un an), car, bien sûr, vous avez plus de 25 ans et, ou vous cotisez volontairement, ou vous vous débrouillez à trouver des petits boulots (les étrangers ne peuvent occuper tous les emplois, ne l'oublions pas) pour 20 heures par mois (le maximum permis à un étudiant) ou, par chance, à plein temps, si vous pouvez, pendant les congés universitaires.

Par chance -par rapport à un chômeur ou à un sans-papiers, vous avez pu trouver un emploi : faire des ménages, garder des enfants ou des personnes âgées ... bien légalement, puisque précédemment vous étiez ingénieur, chercheur ou professeur dans votre pays, mais vous n'êtes pas membre de la Communauté européenne et l'on vous a bien fait comprendre qu'il faut être trop heureux d'être "conservé" sur le territoire français, et que même les Français, on les exploite... Et puis un jour, vous êtes reconvoqué à la Préfecture.

Chouette ! vous dites-vous, ce doit être dans le cadre des régulations de papiers d'étrangers.

On vous interroge. Votre interlocuteur prend son téléphone intérieur avant de vous envoyer dans le bureau d'à-côté :

"Oui, il parle français..." alors que vous avez fait toutes vos études en français, la langue officielle de votre pays, dans votre enfance...

Dans le second bureau, on reprend votre dossier. Vous comprenez que votre dossier va partir à Paris. Vous avez fait, à la demande de l'administration, une lettre (bien sûr en français) pour expliquer votre situation et celle de votre famille depuis votre arrivée en France voici plusieurs années. Une question fuse vers vous :

- "Mais, vous n'avez jamais été sans-papiers ?" Votre fierté, ou/et votre innocence, étaient de croire à la France, terre d'accueil aux gens de bonne volonté. Vous aviez choisi la solution légale... Vous expliquez donc que non. Et l'employé administratif garanti bon teint :

- "Donc vous n'entrez pas dans le cadre des régularisations."

Voilà comment le sort en est jeté, dans tous les cas, que vous soyez légal ou illégal ... car combien de régularisations en France par rapport au nombre de demandes ?

Mieux vaut être étudiant étranger qu'étranger sans-papiers ! ... mais il n'y a pas de "morale administrative" à cette histoire !...

Corine

NUCLEAIRE : TON HALEINE TUE !

Quel est donc ce remue-ménage qui agite nos régions menacées par le passage de la Très Haute Tension ? Partout ou presque, depuis quelques temps, des groupes d'individus frappent sans cesse aux portes des élus locaux.

Quand la porte s'ouvre, ce qui n'est pas toujours le cas, un des individus prend la parole pour demander au nom de tous au sieur élu ce qu'il pense de la T.H.T., c'est-à-dire s'il est pour ou contre.

L'élu ainsi interrogé, faisant mine de réfléchir quelques instants à cette question, en profite pour consulter mentalement le calendrier des élections ainsi que quelques autres paramètres indispensables à sa survie (position de sa hiérarchie, popularité actuelle, etc.) avant de répondre avec son air sincère habituel : "Mes bien chers amis, vous connaissez l'amour que je porte à notre belle région dont l'avenir me préoccupe depuis toujours.

De longue date, vous m'avez choisi pour vous représenter et vous me faites confiance pour ... Tout ce que je puis vous dire aujourd'hui, c'est qu'il se pourrait fortement, et c'est là ma conviction puissante et inébranlable, que la ligne T.H.T. passe ou ne passe pas par ici. Vous pouvez bien entendu compter sur moi pour défendre avec force et dignité notre belle région que nous aimons tous, etc, etc."

Pourquoi chercher à tout prix le soutien des élus ? Quelle confiance peut-on leur

accorder ? Ne se sont-ils pas assez souvent illustrés dans l'art de retourner leur veste ? Ne soyons pas naïfs.

Si demain Matignon décide que la ligne T.H.T. passera à tel endroit, les élus locaux suivront son avis et tenteront alors, avec les mêmes mots ou presque que ceux qu'ils utilisent aujourd'hui de nous convaincre du "bienfait économique inestimable d'un tel projet pour la région".

Nous avons d'ailleurs un exemple de ce retournement de veste en ce qui concerne la politique électro-nucléaire qui est bien, qu'on le veuille ou non, la source de cette ligne T.H.T. Jusqu'en 1981, la majorité des élus locaux, concernés étaient contre le projet de centrale nucléaire à Golfech; dès que le gouvernement prononça pour la réalisation de la centrale, ces mêmes élus s'alignèrent sur sa position, à de rares exceptions près.

Les élus ne sont donc pas l'expression de la population, comme ils l'affirment, mais un simple rouage de l'Etat.

De plus, en quoi la position d'un élu local, ou autre d'ailleurs, pourrait-elle peser dans une affaire purement économique comme celle qui nous occupe ?

Absolument en rien, car c'est la loi du capital qui règne et il y a belle lurette que les élus se sont vautrés à ses pieds. Si des élus veulent lutter contre la ligne T.H.T., ils peuvent bien sûr le faire; mais qu'ils le fassent donc en tant qu'individus en se mêlant à la base !

C.N.T. : La Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve à Caen. Le secrétariat de l'Union régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse. A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste". Les Jeunes Libertaires se réunissent également dans les locaux de la C.N.T. N'hésitez pas à prendre contact.

UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :

C.N.T., 7 rue St REMESY, 31000 TOULOUSE.

Permanences, réunions publiques à Toulouse :

C.N.T., C.D.E.S., Jeunes Libertaires, ...: chaque samedi de 17 à 19 heures (au local).

Tables de presse : aux Pucés (place St Sernin), le dimanche à partir de 11 heures. Aux R.U. du Mirail le mardi (12 h. à 13 h. 30), et de Rangueil le lundi (12 à 13 heures).

Débat "à bâtons rompus" le premier vendredi du mois à 20 h 30 (à Toulouse).

Réunion de la section universitaire : deuxième lundi du mois à 20 h. 30

A MONTAUBAN, la C.N.T. organise un débat public sur des thèmes d'actualité l'après-midi de chaque deuxième samedi du mois à la Maison du peuple rue Michelet, à 16 heures.

Pour le Quercy-Rouergue et l'Ariège, s'adresser à Toulouse qui transmettra.

ABONNEMENTS :

Un an : abonnement normal : 50 francs,

Abonnement de soutien : 100 francs ou plus.

A verser au C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse

Ce journal est conçu et totalement réalisé de façon bénévole par des militants de la C.N.T.-A.I.T. après leurs heures de travail.

Depuis les précédentes élections prudhomales de 1992, les syndicats n'ont pas regagné la confiance des salariés. C'est le moins que l'on puisse dire face aux résultats des élections aux prud'hommes du 10 décembre dernier : le **taux d'abstention a battu tous les records, atteignant 65,5 % des 14 658 771 inscrits.**

Devant ce piteux résultat, les candidats ont bien été obligés de reconnaître leur échec. Mais là s'arrête leur honnêteté intellectuelle. Car, pour ce qui est des explications qu'ils avancent, c'est à mourir de rire. La palme revient certainement à Marc Blondel, qui, pour Force Ouvrière, évoquait le 11 décembre sur France Info, ... **la pluie** comme cause de la débâcle ! A ce niveau, il n'y a plus qu'à offrir aux militants de F.O. un parapluie, ça leur fera un ensemble avec la veste qu'ils ont pris. Nicole Notat déclare que le *"paysage syndical français est trop dispersé"*. Evidemment, s'il y avait un seul syndicat, comme au bon vieux temps de Pétain et de sa Charte du travail, ce serait plus facile de remporter des élections. Sacrée Nicole ! Côté C.G.T., le coupable est tout trouvé : c'est l'Etat qui n'a pas organisé une campagne officielle à grand renfort de publicité. Faudrait-il en conclure que les salariés sont si bêtes que, sans publicité, ils soient incapables d'être au courant de ce qui les concerne directement ?

A l'évidence, la désaffection des élections de prud'hommes est à chercher ailleurs. Voici près de vingt ans qu'ont été organisées les premières élections de prud'hommes. Tous les syndicats

représentatifs s'étaient jetés sur ces élections comme la misère sur le pauvre monde. Ils avaient promis que la justice serait rapide et les travailleurs bien défendus. Ils avaient fait l'impasse sur l'essentiel : les prud'hommes, qu'ils s'en cachent ou qu'ils l'avouent, appliquent le droit édicté par l'Etat pour le plus grand profit des patrons. Les quelques miettes qu'on y arrache parfois ne sont rien à côté des injustices fondamentales qu'ils couvrent. Cette vérité, la C.N.T. a été la seule organisation ouvrière à la crier sur tous les tons. Depuis vingt ans, des centaines de milliers de travailleurs qui ont été dupés par un patron, qui ont été licenciés pour augmenter la rentabilité de l'entreprise, qui ont été humiliés, exploités l'ont découverte eux aussi, à leurs frais. Car ils ont été nombreux ceux qui, croyant la propagande officielle, ont porté leur affaire en toute confiance devant le Conseil des Prud'hommes de leur coin. La grande majorité d'entre eux en a gardé un goût amer dans la bouche. Car aux prud'hommes, même "gagnant", le salarié est presque toujours "perdant" : celui qui est licencié peut parfois toucher une petite somme mais, en fin de compte, il ira pointer à l'A.N.P.E.

Faisant le bilan de ces élections, Le Monde titrait **"Inquiétude unanime des syndicats sur l'abstention"**. Unanime ? Certainement pas. Les militants de la C.N.T.-A.I.T. ne peuvent que se réjouir de ce qui marque une prise de conscience d'une partie de plus en plus grande de la classe ouvrière.



Les prud'hommes ne sont plus crédibles, comme commencent à ne plus l'être les "institutions représentatives du personnel" (délégués du personnel, commissions paritaires, comité d'entreprise...) dont le rôle est exactement du même type que celui des prud'hommes : faire croire que la loi protège le travailleur, faire croire que la collaboration de classes est la solution.

Aujourd'hui, les masques commencent à tomber : les syndicats, ceux qui se présentent aux différentes élections sont discrédités. A nous de tout faire pour transformer ce discrédit, ce boycott massif en volonté de lutte.

Josiane.



Plus le temps passe et plus devrait être aveuglante l'évidence selon laquelle la présence de Dominique Voynet au poste de ministre de l'environnement est loin, très loin, d'apporter un quelconque "souffle d'air frais" dans la représentation politique, ce que prétendent pourtant encore avec aplomb les dirigeants du parti vert. On se rend bien compte que ses prises de positions médiatiques évitent soigneusement d'aborder tout ce qui devrait être sujet de désaccord avec le P.S dans la fameuse "majorité plurielle" : silence assourdissant pendant le conflit des routiers, ralliement au projet Chevènement, acceptation enfin de l'introduction du maïs génétiquement modifié dans ce que l'on appelle encore aujourd'hui l'agriculture française.

Malgré tout, les Verts se vantent encore d'avoir pu imposer leurs conditions à leur entrée au gouvernement et d'avoir réussi à les faire respecter ce qui, selon eux, prouve qu'il n'y a pas de capitulation. C'est pourquoi ils présentent comme leur victoire, une victoire indiscutable, la fermeture de Superphénix et l'abandon des travaux sur le site du Carnet.

Certes ces accords ont été respectés, mais n'ont-ils pas été concédés si facilement parce que justement ces concessions apparemment anti-nucléaires ne répondent en fait qu'à un intérêt pro-nucléaire bien compris ? Comment peut-on croire qu'il s'agit là des prémices d'une politique qui tournerait le dos au nucléaire ?

La décision d'en finir avec Superphénix était dans l'air depuis un certain temps, au moins depuis 1993, et ceci pour un ensemble de raisons économiques et politiques qui n'ont rien

d'anti-nucléaires. Le postulat selon lequel les réserves d'uranium s'épuiseraient rapidement et qui, dans les années 70, justifia l'option de la surgénération se révèle finalement faux : les cours de l'uranium n'ont pas cessé de baisser depuis en raison de la découverte de nouveaux gisements, au point que les mines françaises, devenues non compétitives, sont toutes fermées aujourd'hui (soit dit en passant, c'est toute la propagande du nucléaire "garant de l'indépendance énergétique nationale" qui s'effondre en révélant son caractère mensonger). Par ailleurs, Superphénix n'a jamais été capable de fonctionner comme l'installation industrielle qu'elle était censée être (seulement 1 an en tout sur 10), et ce pour toute une série de problèmes techniques tant imprévus qu'insolubles. Au fil des années, il est ainsi apparu que cette installation était à la fois inutile et ruineuse, ce qu'a confirmé publiquement le rapport de la Cour des comptes de l'année dernière. La publicité donnée à ce rapport indiquait déjà dans quel sens soufflait le vent.

Faut-il également rappeler que le gouvernement Bérégovoy avait déjà tenté de déclasser l'installation, mais que, peu désireux de prendre les risques politiques d'une telle décision, il s'en était alors remis à l'avis d'une commission d'experts qui finit par choisir une solution intermédiaire : transformer magiquement cette installation industrielle en prototype de sous-générateur (*1). Il était dès lors évident qu'il s'agissait des derniers soubresauts du monstre et que sa mise à l'arrêt n'allait plus tarder.

Il faut reconnaître que choisir de faire annoncer cette décision par un ministre de l'environnement Vert est une manoeuvre des plus habiles : se débarrasser sans en avoir l'air d'un tel canard boiteux est, du point de vue économique, une sage décision qui, tôt

ou tard, allait finir par tomber. Présenter cela comme une courageuse mesure anti-nucléaire, alors même que Claude Allègre, l'un des trois nucléophiles fanatiques du gouvernement (les deux autres étant Dominique Strauss-Kahn et Christian Pierret) déclarait que cette fermeture était une garantie de la poursuite de l'ensemble du programme, relève du mensonge pur et simple et illustre bien qu'il n'a pas fallu beaucoup d'efforts aux Verts pour se révéler aussi bons politicards que les autres.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'abandon du site du Carnet, la même logique politicienne a joué : il n'y avait pas de réelle justification énergétique à la construction de ce prototype de nouveau réacteur, de plus la population était largement mobilisée contre ce projet. Voilà qui n'est pas sans rappeler l'abandon du projet de centrale à Plogoff par F. Mitterrand : habile calcul pour désamorcer une opposition virulente par de prétendues concessions et permettre de faire passer la pilule ailleurs. Il faut d'ailleurs faire remarquer que c'est le site du Carnet qui est abandonné, puisque EDF peut très bien ressortir ce projet de nouveau réacteur un jour ou l'autre, et décider de le construire ailleurs, très certainement sur un site déjà existant.

S'il y avait vraiment volonté de se défaire du nucléaire, les signes en seraient tout autres : ce serait l'annonce de l'arrêt des nouvelles centrales de Chooz et de Civaux ; ce serait encore l'arrêt de la dizaine de réacteurs qui ne fonctionnent que pour exporter du courant ; ce serait aussi l'abandon de la filière MOX (*2) et la remise à plat du dossier des déchets nucléaires ; ce

Suite en page 9

serait enfin la décision immédiate de fermer le centre de retraitement de La Hague, décision justifiée par l'abandon de Superphénix et de la filière MOX.

Rien de tout cela n'est à l'ordre du jour, pire encore; Christian Pierret a signé cet été deux nouveaux contrats de retraitement de déchets étrangers pour le centre de La Hague sans que le ministère de l'environnement s'en émeuve.

Le programme nucléaire continue donc, ce qui veut dire qu'aujourd'hui, les besoins en électricité étant plus que satisfaits, le parc de réacteurs continuera de tourner, le remplacement des réacteurs existants ne devant démarrer qu'en 2010. La seule modification prévue pourrait être une intensification de l'exportation de la technique et du savoir-faire français. Déjà, se saisissant de l'inquiétude légitime liée à la question du réchauffement climatique, EDF est allée plaider la cause du nucléaire prétendument "non polluant" au sommet de Kyoto. En France même, on voit cette propagande à l'oeuvre dans la nouvelle campagne de publicité d'EDF qui s'étale dans les médias. Mais là encore il serait naïf d'attendre une réaction indignée du ministère de l'environnement.....

Union Régionale Nord de la C.N.T.-A.I.T.

(*1) C'est-à-dire, de transformer on ne sait comment un producteur de plutonium en incinérateur de plutonium.

(*2) Combustible qui est un mélange d'oxyde de plutonium et d'uranium.

NOUS NE POUVONS PAS FAIRE L'ECONOMIE DE NE PAS CHANGER D'ECONOMIE

Nous avons reçu du "Comité de base pour un mouvement social européen" (Vitry) un texte, écrit au moment de la grève des routiers, qui nous semble constituer une intéressante contribution au débat révolutionnaire. Nous en reproduisons de larges extraits dans cette tribune libre.

Rédaction C.S.

Proposition n°1 : Tous ensemble pour une grève générale chaque lundi afin d'obtenir de fait les 32 heures par semaine sans perte de salaire.

Les grèves longues épuisent financièrement les salariés, l'auto-limitation de la grève à un jour chaque lundi permet d'économiser et d'affiner le mouvement. Ce n'est pas dans 60 ans que le progrès social doit se faire comme l'entendent les politiciens, c'est tout de suite. Les 32 heures ne doivent être considérées que comme le début d'un mouvement de réduction généralisé du temps de travail en vue de l'abolition du salariat, dernier avatar de la servitude volontaire.

Proposition N°2 : Comment utiliser ce lundi ?

Par exemple : assemblée générale le matin, piquet de grève volant vers d'autres entreprises l'après-midi, avec délégués de liaison. Le soir, grèves fêtes, faites grèves, dans les boîtes, dans les halls de gares, etc.

Proposition N°3 : Réflexion sur l'organisation des luttes.

La représentation écran du pouvoir séparé qu'est le gouvernement masque la soumission du pouvoir politique à la puissance financière. Le capitalisme financier peut intervenir rapidement et à court terme avec une puissance 10 fois supérieure à celle de l'Etat. La France produit chaque année 8 000 milliards (Produit national brut). Si cette richesse était partagée équitablement, elle représenterait 13 750 F par mois et par individu. Pour produire cette richesse, 22 millions d'actifs à raison de 1 800 heures par an ont travaillé à un taux moyen de 200 francs de l'heure. En clair, celui qui travaille à raison de 40 f. de l'heure ne reçoit que le cinquième du prix moyen du travail.

N'oublions pas néanmoins que les 2/3 de cette activité sont des activités de conservation de la structure: pseudo-activités parasites. En résumé, 2 heures par jour pour soi, tout le reste au capital et à l'Etat. En 50 ans, les taux de productivité de l'agriculture et de l'industrie ont été multipliés par cent au minimum. Pourquoi le temps de travail nécessaire pour assurer notre survie n'a-t-il été réduit que d'une heure par semaine ? Pourquoi la réduction du temps de travail ne s'impose-t-elle pas dans la tête des dirigeants politiques, économiques, syndicaux ? (...) Si effectivement le temps de travail devenait moins important que l'activité libre et auto-organisée, le risque d'un basculement vers l'abolition du salariat et de l'Etat deviendrait réel. C'est pourquoi l'ensemble des pouvoirs séparés (politiques, économiques, religieux, syndicaux, associatifs) veulent empêcher que les gens se gèrent eux-mêmes, sans eux. Voilà le secret fondamental du pouvoir séparé qui maintient la misère sous toutes ses formes.

SORTIR DU CONSENSUS ANTAGONISTE.

Les conflits sociaux mettent en évidence la force de ceux qui n'ont pas la parole, mais qui peuvent bloquer toute la machine sociale. Le fait de ne pas imaginer, ni envisager, ni expérimenter un autre possible autonomisant, mais au contraire de réclamer à ses maîtres, à ses exploités, quelques miettes de plus, assure la reconnaissance du pouvoir et l'acceptation de la servitude volontaire du salariat. Ce mécanisme social constitue le consensus antagoniste qui interdit toute transformation, et quand la situation de lutte s'achève les dirigeants reprennent ce qu'ils avaient fait semblant de donner. C'est pour cela

qu'il est nécessaire d'engager un autre processus durable, qui maintiendrait et développerait des acquis sociaux.

Le virtuel accentue le processus. Pour échapper à l'angoisse existentielle de l'individu isolé, sur ses gardes, de multiples fausses solutions s'offrent à lui : les tranquillisants, les drogues, les violences sans issue, et finalement l'énorme pourcentage de personnes qui tentent des suicides (150 000 tentatives par an). Quand la communauté humaine se désagrège, les êtres humains ont recours à la fausse communication : le religieux, le politique, et finalement la représentation "merdiatique". Le sentiment de dépossession se trouve renforcé par la représentation spectaculaire, sans possibilité d'agir sur l'évènement. Par ailleurs, la domestication généralisée que produit le salariat modifie les comportements des êtres humains :

a) l'absence de transparence.

La situation de dépendance du salarié lui impose pour assurer sa survie la dissimulation de ses opinions; cette dissimulation devient une manière d'être. Inalement la représentation "merdiatique". Le sentiment de dépossession se trouve renforcé par la représentation spectaculaire, sans possibilité d'agir sur l'évènement. Par ailleurs, la domestication généralisée que produit le salariat modifie les comportements des êtres humains :

b) l'incohérence.

Le salarié n'agit pas, il est agi. Ne décidant ni du temps, ni du lieu, ni de la finalité de sa production, il devient rapidement incapable d'organiser son espace et son temps social. Il n'agit que par contrainte, il devient incapable de s'auto-organiser.

c) l'inconséquence.

Il n'est plus à même d'achever un processus qu'il a lui-même choisi. Arrêter de travailler

par la grève, c'est se donner le moyen de vaincre la peur sociale des individus en reconstituant les liens sociaux de la communauté humaine.

Auto-organiser la grève, c'est conduire une expérience de désaliénation, c'est mettre en évidence la possibilité de rompre avec la servitude volontaire et d'engager la fin de la domestication généralisée.

d) l'illusion démocratique.

La démocratie qui, théoriquement, est le pouvoir du peuple, existe-t-elle quand les écarts de patrimoine et de revenus atteignent dans le monde comme en France de telles disparités : 400 000 personnes d'après l'INSEE ont plus de 250 000 francs de revenus par mois, 400 000 autres ont une double retraite. 10 % de la population a 55 % de la richesse, et 5 % en a 25 %. La fracture sociale prend sa source dans le racisme économique. Est-il encore possible de parler de fraternité ?

La démocratie représentative comme son nom l'indique nécessite des représentants. La représentation politique ne peut fonctionner que dans la mesure où les représentés s'identifient avec les représentants. Or, la représentation induit la dépossession de soi. Un être dépossédé n'a aucun pouvoir, par conséquent, les représentés sont des esclaves et la représentation, la fin de la démocratie, à l'inverse du pouvoir du peuple. La dépossession est également la condition première de l'exploitation. Cette illusion démocratique sert de paravent au pouvoir réel qui décide de la vie des gens : le capitalisme financier à la recherche du profit toujours maximum.

En résumé, la logique financière est devenue extérieure et contre l'espèce humaine. Cette

société n'est plus notre société.

Quel serait le changement de perspective ? La première chose est de recréer le contact avec le vivant, donc de sortir du lieu central de la dépendance qu'est la ville puisqu'il manque le végétal libre et l'animal, les bases concrètes de l'autonomie pour créer une reconquête de territoire nutritif et affectif.

AUTONOMIE VEUT DIRE SE NOMMER SOI-MEME.

Qui a l'espace a le temps de s'organiser pour ne plus dépendre. Si historiquement notre espèce est passée par l'économie de prélèvement (pêche, chasse, cueillette) puis en se sédentarisant par l'économie domestique, puis en transportant les objets à l'économie marchande, avec la révolution informatique et l'accumulation du capital, l'économie financière a pu se développer mondialement, puisque 95 % des échanges mondiaux sont spéculatifs. A partir de cette situation, on voit que les différentes économies se recouvrent comme les tuniques d'un oignon. Il faut enfoncer une lame de couteau social (grève, auto-organisation productive, champs de l'imaginaire) pour introduire la dimension d'une économie autonomisante. Actuellement, cette demande sociale est colonisée par la communication virtuelle (télé, internet) et la bureaucratie spiritualiste en formation.

La création d'espace autonome, écologique, en lutte contre la peur sociale et la destruction du vivant avec une grande entraide et un appui mutuel en seraient le socle.

Vu la situation, nous ne pouvons plus faire l'économie de ne pas changer d'économie.

Comité de base pour un mouvement social européen.



ESPAGNE

Voici trois mois, rentrant de l'Université à son domicile, Fernando Porto, militant de la C.N.T.-A.I.T. (Léon, Espagne), fut témoin du fait suivant : trois policiers municipaux avaient arrêté deux enfants gitans. Après l'avoir insulté et menacé, un des flics commence alors à frapper violemment un des enfants. Notre compagnon intervint alors en lui demandant son numéro de plaque afin de porter plainte contre lui pour violences à enfant. La réponse des flics fut de passer immédiatement à tabac notre compagnon, provoquant de nombreuses lésions graves à la tête, à la poitrine et dans le dos. De plus, il fut amené au poste et maintenu en détention pendant 22 heures.

Dès sa mise en liberté, notre compagnon, s'appuyant sur de nombreux témoignages, porta plainte contre les ripoux. Après trois mois d'instruction, le juge d'instruction n°9 de Léon n'a retenu aucune charge à l'encontre des flics ; par contre, il poursuit notre compagnon pour "délict d'atteinte à l'autorité" ce pourquoi il risque, selon le nouveau code pénal, de 2 à 4 ans de prison.

Une campagne de solidarité internationale est lancée par P.A.I.T.

ALLEMAGNE

Le 2 novembre 1997, Hans Georg Eberl, militant libertaire de 22 ans, membre de la F.A.U. (Section allemande de l'A.I.T.) et de l'IAFD (Section allemande de l'I.F.A.) a été arrêté durant une action antifasciste et mis en prison préventive pendant deux semaines pour "lésions corporelles graves" et "affaiblissement de la paix".

QUE S'EST-IL PASSE ?

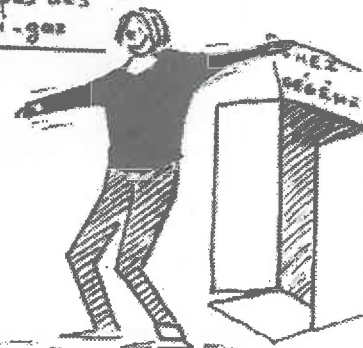
Ce jour-là, plusieurs organisations d'extrême-droite se réunissaient à Koesching (Bavière) afin de créer une "droite européenne sans frontières". Environ 500 extrémistes et nazis étaient venus pour l'événement. Un petit groupe de militants antifascistes, venu crier leur protestation, était également présent. A plusieurs reprises, des nazis et des skins-nazis vinrent attaquer les manifestants, cassant même le nez de l'un d'eux. Le tout sous l'oeil de la police dont la seule activité était de protéger la fuite des skins. Ce n'est que lorsque la situation tourna à l'affrontement que la police intervint du côté des nazis pour attaquer les anti-fascistes. Plusieurs manifestants furent alors arrêtés, dont Hans, accusé d'avoir lancé une pierre qui serait tombée sur le gros orteil d'un policier. C'est ça les "lésions corporelles graves" ... alors que le policier n'a même pas dû faire appel à un médecin. Il est demandé d'envoyer des lettres de protestation exigeant la relaxe à :
Ministre Fédéral pour la Bavière,
 Schlegelstr. 1, 53113 Bonn.
 Allemagne. Fax : +228/22 9800

FRANCE :

Nous vous avons déjà informé sur la situation des anti-fascistes marseillais poursuivis à la suite d'une manifestation anti Le Pen. Ils nous indiquent que plusieurs des inculpés ont fait appel. Par ailleurs, le "Comité de soutien aux 14 inculpés du 11 mars" fait savoir qu'il suspend provisoirement ses activités mais qu'il les reprendra dès qu'il aura connaissance des dates des procès futurs. Une permanence par fax est maintenue au 04 91 67 99 64.

A Kyoto on déclare la guerre à la pollution, mais avec prudence

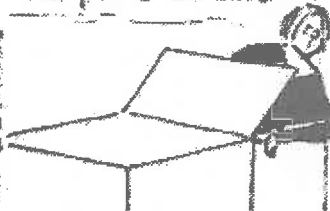
les industriels sont pas des Kami-gas



NOVEMBRE

En plein été 42 Papon jouait au Père Noël

il offrait un VRAI train à des petits enfants

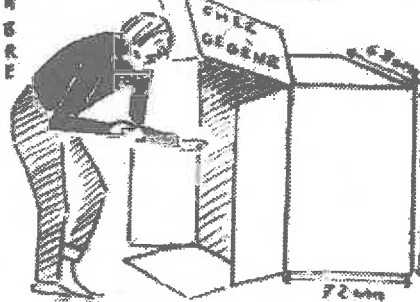


DECEMBRE

Dès 1958, nouvelles mesures pour les pauvres ...

c'est pas très embêtant

JANVIER





C'est à un hasard de l'existence que je dois d'avoir rencontré CASTORIADIS.

J'avais un procès sur le dos. Un copain voulait des signatures *d'intellectuels* pour mon soutien. Je n'y croyais guère, à ce type de soutien, et n'y crois d'ailleurs toujours pas. Mais ce jour là était un beau samedi de mars 1997 et je me suis laissé entraîner ... je n'ai pu depuis que m'en féliciter.

L'homme, très simple et discret, ne fit aucune objection pour signer, sans non plus y croire, ce texte de soutien. Puis, une fois dans la salle du théâtre Sorano, nous fûmes totalement enchantés de sa conférence. Nous étions loin de penser que c'était une de ses dernières causeries publiques.

Par la suite, j'ai lu plusieurs de ses bouquins. Il y aborde des thèmes qui nous sont proches : de la trahison, justement, des intellectuels à la critique du marxisme en passant par l'analyse historique des mouvements d'émancipation. Castoriadis, sociologue, politicologue et historien nous aide à structurer notre perception intuitive de cette société.

Commentant son décès, le journal "Le Monde", un brin étonné, le qualifié d'anti-marxiste et pourtant révolutionnaire. Or, il y a une grande cohérence dans la pensée de Castoriadis. Il était devenu, justement, **antimarxiste parce qu'il restait révolutionnaire.**

CASTORIADIS: ANTIMARXISTE PARCE QUE REVOLUTIONNAIRE

D'abord communiste, puis trotskyste, il a eu l'honnêteté de se remettre en cause lui-même et d'essayer de comprendre ce qui clochait dans le mouvement *révolutionnaire*. Il était bien placé pour le faire. Il en est arrivé à la conclusion que c'est finalement l'idée marxiste de la centralité économique assurant le progrès de l'histoire qui a permis au projet capitaliste de phagocytter le mouvement émancipateur (*1).

Cette analyse est cruciale, car, au delà du débat sémantique et des distinguos subtils dont sont friands léninistes, trotskystes, staliniens, rénovateurs, etc, ... elle renvoie dos à dos toutes les tendances marxistes pseudo-révolutionnaires en leur conférant au contraire un rôle d'alliés du capitalisme (ce qui se voit dans les faits d'ailleurs).

Mais, antimarxiste parce que révolutionnaire, peut-on pour autant qualifier Castoriadis d'anarchiste ?

Il était très critique sur les conceptions de Stirner, de plus il était méfiant vis-à-vis d'un mouvement anarchiste officiel qui, faisant fi de toute cohérence, a depuis longtemps abandonné dans ses débats et ses pratiques la critique du Marxisme. Quand on voit en effet des membres de la F.A. soutenir Force Ouvrière dans le "Monde Libertaire" avec la même phraséologie qui fit la *gloire* des staliniens ou bien des mouvements comme Alternative *libertaire* accepter des tendances trotskystes, on voit mal comment quelqu'un d'aussi exigeant vis-à-vis de lui-même sur le plan intellectuel que l'était Cornélius Castoriadis aurait pu accepter l'étiquette d'anarchiste.

Et c'est bien dommage, parce que, critique sagace du capitalisme et du marxisme, penseur profond, révolutionnaire sincère, Cornélius Castoriadis aurait pu contribuer à l'enrichissement de la pensée anarchiste.

O.M.

(*1) Les carrefours du labyrinthe III, "La montée de l'insignifiance", Le Seuil, p. 40-42.

"S'il y a une réponse, c'est la grande majorité du peuple qui la donnera"
Cornélius CASTORIADIS